

Nouveaux Cahiers du socialisme



Atelier. Le projet socialiste, 100 ans plus tard : avec Colette St-Hilaire, Jonathan Durand-Folco, Emanuel Guay et Fanny Theurillat-Cloutier

Serge Denis

Numéro 19, hiver 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87767ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Denis, S. (2018). Compte rendu de [Atelier. Le projet socialiste, 100 ans plus tard : avec Colette St-Hilaire, Jonathan Durand-Folco, Emanuel Guay et Fanny Theurillat-Cloutier]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 225–226.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Atelier Le projet socialiste, 100 ans plus tard

AVEC COLETTE ST-HILAIRE, JONATHAN DURAND-FOLCO,
EMANUEL GUAY ET FANNY THEURILLAT-CLOUTIER

SYNTHÈSE PAR SERGE DENIS¹

Cent ans après la révolution soviétique, le projet d'un pouvoir exercé par le peuple germe à nouveau, dans les *barrios* de Bolivie, les assemblées municipales espagnoles, les luttes sociales au Québec... Que pourrait être un socialisme du XXI^e siècle ? À quoi pourrait ressembler l'exercice d'un pouvoir populaire ?

Le socialisme a existé comme mouvement social, historique, contre l'exploitation et la domination. La montée actuelle de l'extrême droite, comme dans les années 1930, fait peser sur le socialisme et les populations de graves menaces. Comme dans les décennies antérieures, l'extrême droite prétend échapper à la dichotomie gauche-droite et dit faire valoir les intérêts de tout le peuple. Les problèmes sociaux et économiques seraient aujourd'hui provoqués non pas par le capitalisme, mais par l'immigration.

Pour éviter de réinstaller des systèmes de gouvernement totalitaires et autoritaires, il faut poursuivre la reconstruction de la société à partir de la base et édifier le nouveau régime sur les piliers de la coopération consciente et volontaire, sur le principe de la codépendance autodéterminée, qui implique un retour constant à la réflexion de départ afin d'évaluer les pas franchis, corriger son évolution, modifier sa trajectoire au besoin. Il nous faut par ailleurs savoir que les moments d'une telle rupture se vivent dans l'enthousiasme et une grande volonté de participation ; le temps passant, toutefois, il arrive qu'il y ait « recristallisation » des rapports hiérarchiques, d'expertise et de pouvoir. Il sera donc nécessaire de contrecarrer, peut-être même, de renverser ce type de nouveaux rapports hiérarchiques.

Stratégiquement, on doit considérer aujourd'hui l'hypothèse du « municipalisme » afin de relancer l'objectif du socialisme et d'engager à nouveau l'évolution dans la direction d'une république des communes et des conseils, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir du peuple. La municipalité pourrait être vue comme un « tremplin potentiel » vers « l'autogouvernement local », lui-même « pilier de la transition postcapitaliste ». En reprenant la leçon de la Commune de Paris (1871), il faut voir, disait Marx, que le « prolétariat ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner à

1 Colette St-Hilaire est sociologue et traductrice. Jonathan Durand-Folco enseigne à l'Université Saint-Paul. Emanuel Guay est doctorant à l'Université McGill. Fanny Theurillat-Cloutier est professeure de sociologie au cégep Marie-Victorin.

son propre compte » : il faut donc favoriser la création de nouvelles institutions politiques correspondant à l'exercice de l'autogouvernement populaire.

